



MAITRE DE L'OUVRAGE :

Commune de ROMILLY SUR ANDELLE

1, rue Neuve

27610 ROMILLY SUR ANDELLE

***RELOCALISATION et RENOVATION
THERMIQUE des SERVICES TECHNIQUES***

Sis

Rue Neuve

27610 ROMILLY SUR ANDELLE

C.C.A.P

MAITRISE D'OEUVRE

SOMMAIRE

<u>I – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES</u>	de 3 à 4
1.1 – Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l’entrepreneur	
1.2 – Tranches et lots	
1.3 – Maîtrise d’œuvre	
1.4 – Contrôle technique	
1.5 – Coordonnateur S.P.S.	
1.6 – O.P.C.	
 <u>II – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	 4
 <u>III – PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENTS DES COMPTES</u>	 de 4 à 6
3.1 – Répartition des paiements	
3.2 – Tranche conditionnelle	
3.3 – Contenu du prix - Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – travaux en régie	
3.4 – Variation des prix	
3.5 – Paiements des sous-traitants ayant droit au paiement direct	
 <u>IV – DELAIS D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – RETENUES</u>	 de 6 à 8
4.1 – Délais d’exécution des travaux	
4.2 – Prolongation des délais d’exécution propres aux différents lots	
4.3 – Pénalités et retenues pour retard	
4.4 – Repliement des installations de chantier – Remise en état des lieux	
4.5 – Délais et retenue pour remise des documents fournis après exécution	
 <u>V – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</u>	 de 8 à 9
5.1 – Retenue de garantie	
5.2 – Avance forfaitaire	
5.3 – Avance sur matériels	
 <u>VI – CONTROLE DES MATERIAUX</u>	 9
6.1 – Provenance des matériaux et produits	
6.2 – Mise à disposition de carrière ou lieu d’emprunt	
6.3 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et éprouves des matériaux et produits	
 <u>VII – PREPARATION- COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u>	 de 9 à 13
7.01 – Calendrier prévisionnel d’exécution	
7.02 – Coordination des travaux	
7.1 – Période de préparation – Programme d’exécution	
7.2 – Plans d’exécution – Notes de Calculs	
7.3 – Mesure d’ordre social – Application de la législation du travail	
7.4 – Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers – Dépenses d’intérêts communs	
 <u>VIII – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</u>	 de 13 à 14
8.1 – Essais et contrôle des ouvrages encours de travaux	
8.2 – Réception	
8.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages	
8.4 – Documents fournis après exécution	
8.5 – Délais de garantie	
8.6 – Garanties particulières	
8.7 – Assurances	
8.8 – Essais de fonctionnement	

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

- **Relocalisation et rénovation thermique des Services Techniques – 27610 ROMILLY SUR ANDELLE.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication par l'entreprise 15 jours au plus tard après notification du marché, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Ville de ROMILLY SUR ANDELLE jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître son domicile à la Personne Responsable du Marché.

1.2 – TRANCHES, PHASES ET LOTS

Les travaux seront réalisés en tranches successives intégrées au délai global.

Le marché est réparti en 7 Lots. Ces lots sont définis ci-après :

LOT 1 – MACONNERIE et AUTRES OUVRAGES

LOT 2 – SERRURERIE et BARDAGES

LOT 3 – MENUISERIES EXTERIEURES et AUTRES

LOT 4 – MENUISERIE INTERIEURE – CLOISONS – PLAFONDS – DOUBLAGES – ISOLATION

LOT 5 – ELECTRICITE Courants Forts – Courants faibles

LOT 6 - PLOMBERIE – SANITAIRE – CHAUFFAGE - VENTILATION

LOT 7 – PEINTURE – REVETEMENTS de SOLS - FAIENCE

1.3 – MAITRISE D'ŒUVRE

La mission confiée au Maître d'œuvre doit être assimilée à une mission de base LOI MOP avec quantités.

L'entreprise titulaire a à sa charge la production des plans d'exécution et notes de calculs, les plans de détails, plans d'atelier et de chantier (PAC), plans de réservation, fourniture des avis techniques, cahier des charges, plans et documents nécessaires à la commande des fournitures, des matériaux, des aciers, plans des ouvrages exécutés.

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

Eurl Christian MANIERE Architecture
Monsieur Christian MANIERE, Architecte DPLG
29, rue du Général de Gaulle - 27100 LE VAUDREUIL
Tél. : 02.32.48.12.05 Fax : 02.32.48.12.35
Mail : contact@manierearchitecture.fr

1.4 – CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique sera exercé par le bureau :

Cabinet : SOCOTEC
Agence : GUICHAINVILLE
Adresse : 495, rue Concorde
Ville : 27930 GUICHAINVILLE
Tel : 06 40 69 90 23
Email : margot.delacour@socotec.com

Chargé des Missions type : L + LE + SEI.

A cet effet, l'entreprise est tenue de fournir au Contrôleur Technique et au Maître d'Ouvrage, tous les documents tels que plans, schémas, détails de mise en œuvre, spécifications et notices des matériaux, avis techniques ou attestations d'assurances spéciales concernant les matériaux ou procédés non traditionnels, P.V. de classement et d'essais, etc....

1.5 – COORDONNATEUR S.P.S.

Le rôle de Coordinateur SPS sera exercé par le bureau :

Cabinet : APAVE

Agence : MONT SAINT AIGNAN

Adresse : 2, rue des mouettes

Ville : 76132 MONT SAINT AIGNAN Cédex

Tel : 06 43 64 87 50

Email : julien.pyzik@apave.com

1.6 – O.P.C.

La dévolution des travaux étant prévue sous la forme de corps d'état séparés, l'O.P.C. est confiée à la Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE II – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En cas de stipulations contradictoires, les pièces prévalent dans l'ordre suivant :

a) Pièces particulières

- 1) L'Acte d'Engagement (DC 3) et déclaration(s) annexe(s) (dans le cas de sous-traitants désignés dans l'offre).
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots.
- 3) Le Planning prévisionnel d'exécution
- 4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 5) Le Règlement de Consultation

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier du mois d'établissement des prix :

- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Fascicules du C.P.C. applicables aux marchés de travaux publics relevant des Services du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ou des Services du Ministère des Transports ou des Services de l'Agriculture.
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76.87 du 21 janvier 1976 modifié.
- Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S./D.T.U.), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n° 1 de la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 27 juillet 1990, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n° 2 de ladite circulaire et à l'arrêté du 15 mai 2006.

c) Clause de propriété

Il est précisé que la clause de priorité prévue aux documents administratifs entre les plans et les C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque, figurant sur l'une des pièces et pas sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

ARTICLE III – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.2 – TRANCHE CONDITIONNELLE sans objet.

3.3 – CONTENU DES PRIX – MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES TRAVAUX EN REGIE

3.3.1 – L’entrepreneur Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l’exécution des travaux.

Il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d’engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain d’assiette et de ses abords ainsi que des conditions d’accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l’exécution des travaux.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d’œuvre, etc.
- Contrôlé les indications des documents du dossier d’appel à la concurrence
- S’être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d’œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.
- Avoir tenu compte du planning d’intervention, et de ce fait avoir intégré le dépliement et le repliement du matériel et installation de chantier qui en découle.
- Avoir tenu compte de l’importance des travaux à réaliser au regard du délai global d’exécution.

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaires ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l’Acte d’Engagement, l’entrepreneur devant vérifier les quantités du D.C.E., avant la remise de son offre.

Les prix sont établis hors T.V.A. :

- Sans que soit prises en compte les sujétions d’exécution provenant des intempéries et autres phénomènes naturels dépassant les intensités limites ci-après uniquement sur relevés météorologiques de la station la plus proche du lieu de la construction.
- Gel : température prise sous abri ne dépassant pas -7°C dans la journée (gros œuvre – carrelage)
- Vent : 100 Km/heure (manœuvre de grues, pose de charpente, panneaux de toitures et de façades)
- Pluie : 45 mm d’eau en 24 heures (étanchéité, peintures extérieures, couverture)

En tenant compte des sujétions qui sont susceptibles d’entraîner l’exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci-avant.

Les frais de reproduction des marchés sont à la charge de la Maîtrise d’Ouvrage.

Les prix sont réputés comprendre les installations communes de chantier visées à l’article 8.4 du présent C.C.A.P. ainsi que toutes les exigences du Coordonnateur SPS et des éléments du PCG et du Bureau de Contrôle.

3.3.2 – Le Maître d’Ouvrage ne fournira ni ne posera aucun matériau.

3.3.3 – Les ouvrages ou prestations faisant l’objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire stipulé à l’acte d’engagement

3.3.4 – Il n’est pas prévu de travaux en régie.

3.3.5 – Les décomptes mensuels seront présentés en 3 exemplaires.

Les projets de décomptes mensuels du mois « m » seront remis au Maître d’œuvre avant la date « m+10 jours ».

Les décomptes seront transmis à la personne responsable du marché qui en assurera le paiement dans le délai de 30 jours, après la date limite de dépôt de décompte. Les projets de décompte déposés après cette date limite seront transmis à la personne responsable du marché avec les décomptes du mois « m+1 », dans ce cas, le délai de 30 jours commencera à courir à partir de la date limite du mois « m+1 ».

3.4 – VARIATION DANS LES PRIX

Sans objet

3.4.1 Actualisation Des Prix

Si la date d’effet de l’ordre de service prescrivant le commencement des travaux est postérieure de plus de 120 jours à la date limite fixée pour la remise de l’acte d’engagement ou à la date effective de remise du dit acte dans le cas de marché négocié, il est procédé à l’actualisation du prix par application de la formule de révision de l’indice BT propre à chaque lot. (Indice M0 de la remise de prix + Nouvel indice BT à la date de notification M1)/2, soit : $(M0+BM1)$.

3.4.2 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur, lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5 – PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS – TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

Les règlements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct, seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur Titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre du marché.

Le point de départ du délai de mandatement s'apprécie par rapport aux dispositions de l'article 3.3.7 du présent C.C.A.P.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- c) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité, doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités
- d) Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant, ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents sous mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet, ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers comme le prévoit l'article 4.3 du C.C.A.G.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, s'ils ne sont pas prévus dans le marché sont constatés dans un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui comporte :

- L'ensemble des renseignements mentionnés ci avant
- La désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles 106 et suivants du Code des Marchés Publics et du Comptable assignataire des paiements
- Le compte à créditer si le sous-traitant est payé directement.

3.5.1 – Modalités de paiement direct

Si plusieurs entrepreneurs sont chargés solidairement de l'exécution d'un ou de plusieurs lots, la signature du projet de décompte par le Mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le Mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour chaque sous-traitant payé directement, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues à un cotraitant pour la partie de la prestation à exécuter et que la personne responsable du marché devant faire régler à ce sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant d'états d'acomptes et de solde, ainsi que des attestations prévues ci avant.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché ou l'acte spécial.

ARTICLE IV – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES – PRIMES - RETENUES

4.1 – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.1 Calendrier OBLIGATOIRE des travaux

La durée globale d'exécution des travaux est précisée au planning prévisionnel d'exécution, joints au présent dossier.

La durée de la période de préparation est fixée à SIX SEMAINES.

La durée des travaux est fixée à SIX MOIS.

Ce délai global comprend :

- a) La période de préparation
- b) Le repliement des installations et remise en état des lieux
- c) Les travaux liés aux installations pour la sécurité et l'hygiène de chantier
- d) Les congés annuels
- e) Les travaux T.C.E. proprement dit de 6 mois.
- f) Les intempéries

Il commencera à courir à compter de la date de notification du démarrage des travaux.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble.

Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

Les ordres de service seront établis par le Maître d'œuvre.

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

- a) Le calendrier détaillé d'exécution global décomposé par phase est élaboré par le Maître d'œuvre, dans le cadre du délai global d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupe d'ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, pour chacun des lots la durée et la date de départ du délai d'exécution qui lui est propre, la durée et la date de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés six jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

- b) Au cours du chantier de chaque phase et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement. Ces modifications tiennent compte, toutefois, le cas échéant, des prolongations des délais résultant de l'application des articles 19.21 et 19.22 (1^{er} alinéa) du C.C.A.G.
- c) Le calendrier initial visé en a), éventuellement modifié comme il est dit en b), est notifié par ordre de service à l'entrepreneur titulaire.

4.2 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS

4.2.1 – En vue de l'application éventuelle du 1^{er} alinéa du paragraphe 19.22 du C.C.A.G., la période d'intempéries prévisible est de quinze jours.

4.2.2 – En vue de l'application éventuelle du 2^{ème} alinéa de l'article 19.22 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée.

La prolongation n'a lieu qu'après épuisement du nombre de jours d'intempéries prévisibles ci-dessus (4.2.1).

Intensité limite et durée :

Pluie : 2 mm en 1 heure, durée au moins une heure

Neige : 2 cm par heure

Gel : température inférieure à 0° C

Vent : 50 km/heure (14 m/s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique nationale la plus proche.

4.3 – PENALITES ET RETENUES POUR RETARD

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard, dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 4.1.2 a) et b) ci avant.

4.3.1 – Retard sur le délai d'exécution pendant la période de préparation et pendant la réalisation de chaque phase :

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au 4.3.4. ci-après.

4.3.2 – Retard sur les délais intermédiaires tels que fixés au planning détaillé d'exécution :

Du simple fait de la constatation d'un retard par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au 4.3.4. ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie : ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux qui lui incombent dans le délai d'exécution propre à son lot, ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé les travaux d'un lot dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des autres lots.

4.3.3 – Retard sur le délai de levée des réserves de chaque phase

Fixé par le Maître de l'Ouvrage en application de l'article 41.6 du C.C.A.G.

4.3.4 – Montant des pénalités et retenues

Prévues aux 4.3.1, 4.3.2 et au 4.3.3 pour chaque phase.

Les montants des pénalités et retenues prévues aux 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3, ci avant, sont fixés à 1/1000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard (par stipulation différente de l'article 20 du C.C.A.G.) sans jamais être inférieur à 300 € par jour calendaire de retard.

4.3.5 – Pénalités particulières

En cas de retard à un rendez-vous de chantier, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 €.

En cas d'absence à un rendez vous de chantier ou d'un retard supérieur à 30 minutes, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 200 €.

En cas de retard dans la production des documents nécessaires au D.O.E., il est fait application d'une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans la production des notes de calculs et plans d'exécution, il est fait application d'une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.

4.4 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux et terrains sont compris dans le délai d'exécution, le retard de repliement provoquera l'application des pénalités calculées de la même manière que le retard d'exécution.

4.5 – DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans, notices de fonctionnement et d'entretien seront fournis au Maître d'œuvre, obligatoirement le jour de la réception de chaque phase (Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G.).

En cas de retard, une pénalité forfaitaire définitive de 250 € par jour calendaire de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable sur le décompte final des travaux (dérogation à l'article 20.6 du C.C.A.G.).

ARTICLE V – CLAUSE DE FINANCEMENT ET SURETE

5.1 – RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Cette retenue sera également appliquée sur les avenants éventuels.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Si celle-ci n'est pas présentée lors de la première demande d'acompte, la retenue de garantie sera appliquée.

En application du I de l'article 44 du C.C.A.G., la retenue de garantie ou la garantie à première demande sera restituée dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, sauf si le pouvoir adjudicateur a notifié par lettre recommandée que le titulaire n'a pas correctement exécuté ses prestations avant expiration du délai de garantie.

5.2 – AVANCE FORFAITAIRE

Selon demande à l'acte d'engagement et selon montant du Marché supérieur à 50 000 € HT avec fourniture d'une caution bancaire associée à l'avance forfaitaire.

5.3 – AVANCE SUR MATERIELS

Aucune avance sur matériel n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE VI – PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 – PROVENANCE DES MATERIAUX

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le marché n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 – CARRIERES sans objet.

6.3 – CARACTERISTIQUES QUALITE VERIFICATIONS ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.3.1 – Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.3.2 – Le Maître de l'Ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage, sauf mise en cause d'une ou des entreprises dans le cas d'un sinistre en cours de chantier.

ARTICLE VII – PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.01 – CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé sera mis au point par le Maître d'œuvre sur présentation des plannings de phases et tâches par les entreprises en charge de la réalisation des lots de travaux, pendant la période de préparation et deviendra un document contractuel après signature des entreprises pour accord et visa de Maître d'œuvre.

7.02 – COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination des travaux sera assurée par le Maître d'œuvre, Monsieur MANIÈRE sera le coordinateur.

7.1 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION

La période de préparation est fixée à 6 semaines, à partir de l'ordre de service général.

Il est notamment procédé au cours de cette période et pour chaque phase, aux opérations suivantes (à la charge de l'entreprise) :

a) Plans de réservation :

L'entrepreneur titulaire de chaque lot, fera connaître au Maître d'œuvre par un plan d'ensemble et des plans de détails à grande échelle et côtés, la totalité des trous, feuillures, saignées, etc.... à réserver. Il attirera l'attention sur toute difficulté éventuelle telle que le passage de canalisations et proposera une solution pratique de réalisation. Le montant des travaux nécessités ultérieurement par omission pendant la préparation de chantier étant à la charge et déduit du montant du règlement.

Ces renseignements devront parvenir au plus tard 7 jours calendaires après la date d'effet de l'ordre de service.

Pénalités pour non-respect du délai ci avant : voir article 4.3.5. du présent C.C.A.P.

b) Etablissement des plans d'installation de chantier :

8 jours calendaires avant la date d'expiration de la préparation, l'entrepreneur titulaire du lot n°1, remettra, pour approbation au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, son plan d'installation de chantier et un calendrier de montage et de démontage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

Sur ces plans devront notamment figurer l'emplacement des bureaux, ateliers de fabrication et de stockage, aires de stockage et de préfabrication, emplacement de grues, transformateurs, surpresseurs, schémas des installations provisoires d'égoûts, d'eau et d'électricité, les installations obligatoires destinées au personnel, les emplacements de mise en dépôt provisoire de terres et gravois, ainsi que tous autres détails non énumérés ci-dessus, mais que l'entrepreneur ou le Maître d'œuvre jugera bon d'ajouter pour la facilité des installations.

Le plan d'installation de chantier devra être approuvé par toutes les entreprises, la Maîtrise d'œuvre, le maître de l'Ouvrage et le Coordonnateur SPS, tant que ce plan ne sera pas signé par le Maître de l'Ouvrage, il ne sera opposable à quiconque.

c) Etablissement du programme d'exécution des travaux :

Chaque entreprise devra fournir 6 jours calendaires après la date d'effet de l'ordre de service, les délais partiels de leurs différentes interventions sur le chantier nécessaires au Maître d'œuvre pour l'établissement du programme d'exécution.

Ce délai tiendra compte du phasage imposé pour les travaux et les installations.

d) Etablissement des plans d'exécution et étude de détails y compris les plans « PAC » d'entreprises (plans d'atelier et de chantier) :

Tous les plans « PAC » (plan d'atelier et de chantier) et plans de détails sont à la charge des entreprises attributaires des travaux y compris les plans de préfabrifications éventuelles, de nomenclature des aciers et réservation de trous, tous les plans et documents nécessaires à la commande des fournitures et matériaux, avis techniques, cahiers des charges.

Tous ces éléments sont à fournir au Maître d'œuvre au plus tard 8 jours calendaires après la date d'effet de l'O.S.

Pénalités pour non-respect des délais prévus pour les articles 8.1 b), c) et d) : voir article 4.3.6 du présent C.C.A.P.

7.2 – PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCULS

Les plans d'exécution des ouvrages (POE) et les notes de calculs correspondantes sont établis par les entreprises et fournis en 3 exemplaires au Maître d'œuvre, ils seront diffusés au surplus au contrôleur technique et aux entreprises des autres lots concernés, dans un délai maximum de 21 jours calendaires après la date d'effet de l'ordre de service général.

Pénalités pour non-respect du délai : voir article 4.3.6 du présent C.C.A.P.

7.3 – MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL

7.3.1 – La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

7.3.2 – La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre des ouvriers de la même catégorie sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

7.4 – ORGANISATION SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS (FRAIS COMMUN DE CHANTIER)

7.4.1 – Ces prestations seront organisées à la diligence de l'entrepreneur Titulaire du Lot 1 sous sa responsabilité et à ses frais (8. 4. 2).

L'installation de chantier se fera conformément à l'article du C.C.A.G.

Une partie des travaux étant obligatoirement à effectuer à l'intérieur du bâtiment, l'entrepreneur devant prévoir à ce titre, toutes les installations nécessaires et travaux provisoires.

Panneau de chantier :

Dès l'ouverture de chantier, l'entrepreneur du Lot 1 fournit et pose le panneau de chantier réglementaire. En outre, il fournit et fait poser un panneau de type informatif permettant de valoriser auprès du public, l'opération réalisée, le texte et la présentation de ce deuxième panneau devront être validés au préalable par le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage, l'emplacement sera signifié par le Maître de l'Ouvrage.

Plan d'installation de chantier :

Huit jours calendaires au moins avant l'expiration de la période de préparation, l'entrepreneur du Lot 1 soumettra au visa du Maître d'Œuvre et du SPS un plan d'installation de chantier et un planning de montage et de démontage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

Les lieux devront être remis en état en fin de travaux avant expiration du délai d'exécution.

7.4.2 – L'entrepreneur titulaire du Lot 1 est chargé de l'organisation, de la commande, du fonctionnement et du règlement des équipements, de leur entretien et consommations ainsi que des prestations d'intérêts communs.

Les entrepreneurs de tous les autres corps d'états doivent prévoir dans leur prix de marché de travaux, une participation correspondant à un maximum de 2 % HT du montant HT de leur marché qui sera réglée par eux directement à l'entreprise en charge de la gestion du compte prorata, dans un délai de 30 jours à réception de facture.

Prestations incluses au titre des installations de chantier

7.4.2.1 - Equipements d'intérêts commun (réalisés suivant réglementation)

Prestations préliminaires extérieures au bâtiment proprement dit et entretien :

- Eau et électricité : branchements, consommations et remise en état après travaux.
- Egouts : raccordement provisoire des sanitaires de chantier au réseau général et remise en état en fin de chantier.
- Pour chaque phase de travaux, clôtures, fermetures et panneaux de signalisation réglementaires de jour et de nuit, de chaque zone intérieure et extérieure de chantier, y compris démontage et remontage ainsi que déplacements partiels, etc.... La zone chantier spécifique aux installations extérieures des entreprises sera totalement isolée du reste de l'établissement par une clôture périphérique jointive de 2,00 m de hauteur.
- Sanitaires de chantier : WC, poste d'eau, douche, chauffage de ces installations ainsi que leur raccordement. Ces installations seront effectuées en accord avec le Maître de l'Ouvrage et le Coordonnateur SPS.
- Local gardien : néant. Chaque entreprise est responsable de ses travaux, approvisionnements et matériels.

7.4.3 - Hygiène et sécurité du chantier

Application de la loi n° 93.1418 du 31.12.1993 (JO du 01.01.1994, du décret n° 94.1159 du 26.12.1994 (JO du 29.12.1994) et du décret n° 95.543 du 4 mai 1995.

7.4.3.1 - Définition de la mission :

La mission du Coordonnateur sera conforme à celle décrite aux sections 3 à 7 du décret n° 94.1159 du 26.12.1994.

Cette mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est indépendante de celle du Maître d'œuvre et de celle du Contrôleur Technique et de celle de l'OPC. Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sous la responsabilité du Maître de l'Ouvrage.

Sa mission consiste notamment à :

1) A s'assurer que les principes généraux de prévention définis aux articles L.235.1 et L. 235.18 du Code du Travail sont effectivement mis en œuvre.

2) Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet à élaborer, le plan général de coordination, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, registre, journal de la coordination et à les tenir à jour.

Le registre journal de coordination est tenu à jour selon les prescriptions de l'article R.238.19 du décret 94.1159.

A établir le PGC.SPS, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des contrats d'entreprises.

A intervenir dans la phase de mise au point des contrats d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires, des installations générales et des installations électriques, notamment quant à leur mise en place, leur utilisation et leur financement.

3) Au cours de la réalisation de l'ouvrage, à organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé, à cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

A veiller à l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées.

A tenir à jour et à adapter le plan général de coordination et à veiller à son application.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est établi par le coordonnateur et placé sous sa responsabilité. Il le transmet au Maître de l'Ouvrage dans les conditions des articles R 238.38 et R. 239.39 du décret. Il le complète autant que de besoin.

4) A tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément au 4° a) et b) de l'article R. 238.18 du décret du 26.12.1994 cité plus haut.

A procéder avec le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

A communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître de l'Ouvrage et en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

A mettre en place le C.I.S.S.C.T. et à le présider.

A prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

A harmoniser les plans particuliers de sécurité et de santé élaborés et soumis aux prescriptions de la section 5 du décret 94.1159, lorsqu'ils existent.

A participer et à animer les réunions en matière de sécurité et de protection de la santé. A assurer la rédaction et la diffusion des comptes rendus correspondants.

7.4.3.2. - Conditions d'exécution de la mission :

Le coordonnateur recueillera auprès du Maître de l'Ouvrage et des autres participants, toutes les informations pouvant avoir une influence, soit sur le déroulement des études et des travaux, soit sur le montage général de l'opération.

Il est convenu que la transmission des renseignements se fait par écrit (plans, lettres, notes ou comptes rendus).

Si le Coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à la personne responsable du marché.

Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution sont signés ou contresignés par le Coordonnateur, personne physique désignée à cet effet.

Le pouvoir adjudicateur prendra toutes les dispositions nécessaires pour :

- Informer, dès l'origine de l'intervention du Coordonnateur les Maître d'œuvre, entreprises, Bureau d'études et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat.
- Donner au Coordonnateur copie du Permis de Construire

Le Coordonnateur adressera ses rapports en deux exemplaires au Maître de l'Ouvrage, nonobstant les exemplaires à adresser directement au Maître d'œuvre, au Contrôleur technique, aux entreprises et organismes compétents.

Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le Coordonnateur et une entreprise, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collective, une réunion de mise au point aura lieu en présence du Maître d'œuvre et du Maître de l'Ouvrage ou de son représentant qui devront arbitrer le litige si une entente ne peut intervenir.

7.4.3.3 - Déroulement de la mission :

Le Coordonnateur met en place un registre journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure du déroulement de l'opération les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées.

Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître de l'Ouvrage, au Maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle. Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Il présente le registre journal, sur leur demande, au Maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'Agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef de service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et le cas échéant, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le registre journal est conservé par le Coordonnateur jusqu'à la fin de la levée des réserves postérieurement à la date de réception de l'ouvrage. Il sera alors remis au Maître de l'Ouvrage.

Plan général de coordination : PGCSPPS à mettre au point pendant la période de préparation et à transmettre à jour à la personne responsable du marché.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le coordonnateur examine, analyse, vérifie et vise chaque plan particulier de sécurité et protection de la santé.

Il est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le Coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.235.6 du Code du Travail.

Chaque entreprise et tous ses sous-traitants devant fournir lors de la période de préparation qui suit la notification de leur marché leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Dossier d'intervention ultérieure de l'Ouvrage :

Le Coordonnateur établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L.235.15 du Code du Travail en rassemblant sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le Coordonnateur au Maître de l'Ouvrage, à la réception de l'Ouvrage ou, le cas échéant, à la levée de la dernière réserve. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

ARTICLE VIII – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

8.1.1. Les essais et contrôles d'ouvrages sont prévus par les fascicules des Cahier des Clauses Techniques Générales et le C.C.T.P

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons et d'effectuer les essais prévus au marché, à ses frais.

8.1.2. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché, après acceptation par le Maître de l'ouvrage.

Les essais complémentaires sont à la charge du Maître d'Ouvrage, s'ils sont favorables à l'entrepreneur, à la charge de l'entrepreneur si le résultat conduit à un refus de la partie de l'ouvrage.

8.2 – RECEPTION

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G. :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement.
- L'entrepreneur chargé d'aviser le pouvoir adjudicataire et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés, est l'entrepreneur titulaire du Lot 1
- Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

8.3 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE

Le Maître de l'Ouvrage prendra possession des lieux après la réception des travaux.

8.4 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière (article 40 du C.C.A.G.).

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution, en application de l'article 40 du C.C.A.G. sont énumérés à l'article 40 du C.C. A. G. sont énumérés à l'article 4.5 du présent C.C.A.P.

8.5 – DELAIS DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages et commencera à la réception générale des travaux.

8.6 – GARANTIES PARTICULIERES

Garantie Biennale et Décennale

8.7 – ASSURANCES

Lors de la remise des offres, les entreprises doivent fournir les attestations en cours de validité concernant les assurances suivantes :

- Assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792.2 et 2270 du Code Civil.
- Assurance couvrant les responsabilités spécifiques à la valeur des bâtiments existants

Au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Cette disposition conforme à l'état des possibilités de couverture des risques par les assureurs déroge à l'article 4.3 du C.C.A.G.

Les entreprises retenues pour l'exécution des travaux, doivent les renouveler avant la notification du marché, si celles fournies lors de la consultation ne sont plus valables.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution, ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la Compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci avant.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 49 du C.C.A.G. de payer directement les primes à la Compagnie d'Assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

8.8 – ESSAIS DE FONCTIONNEMENT

Les procès-verbaux indiquant les résultats d'essais et vérification seront transmis en deux exemplaires au bureau de contrôle pour toutes les installations précisées dans le document technique COPREC : n° 1 « partie du contrôle visant les essais et vérifications de fonctionnement » (Octobre 1998).

Leur rédaction sera conforme au document technique COPREC : n° 2 « Modèle de procès-verbaux » (Octobre 1998).

Les Procès-Verbaux d'homologation de l'ensemble des sols souples et Jeux d'Enfants avec conformité dressée par un Bureau de Contrôle indépendant à la charge de l'entreprise.

Homologation des installations sportives et installations afférentes, avec équipement.

FIN DU CCAP.